SEANCES DU MERCREDI 13 JUILLET 1988
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 13 JULI 1988ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1988.

Projet de loi contenant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1988.

Discussion générale (Reprise). — *Orateurs*: M. Hatry, M. Maystadt, ministre des Finances, p. 956.

Discussion et vote des articles du budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1988, p. 961.

Discussion et vote des articles du budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1988, p. 962.

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1988.

Ontwerp van wet houdende de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1988.

Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: de heer Hatry, de heer Maystadt, minister van Financiën, blz. 956.

Beraadslaging en stemming over de artikelen van de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1988, blz. 961.

Beraadslaging en stemming over de artikelen van de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1988, blz. 962.

PRESIDENCE DE M. SEEUWS, VICE-PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SEEUWS, ONDERVOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 40 m.
De vergadering wordt geopend te 19 h 40 m.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES VOIES
ET MOYENS POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1988PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DE LA DETTE
PUBLIQUE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1988*Reprise de la discussion générale*ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSMIDDELEN-
BEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1988ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSSCHULD-
BEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1988*Hervatting van de algemene beraadslaging*

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale des projets de loi relatifs au budget des Voies et Moyens et à celui de la Dette publique.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over de ontwerpen van wet betreffende de Rijksmiddelenbegroting en betreffende de Rijksschuldbegroting.

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, le débat actuel se déroule dans de bien étranges circonstances. En effet, une autre majorité, dont nous faisons partie, a élaboré ce budget, y croyait et s'apprêtait à le voter alors qu'aujourd'hui, nous, libéraux, le critiquons et nous apprêtons à ne pas le voter.

Pendant ce temps, la majorité actuelle qui ne croit pas en ce budget — elle le dit de façon tout à fait expresse — en fait un acte purement technique et c'est à ce titre qu'elle va le défendre et le voter, en ce compris ce qu'une partie de cette majorité aurait combattu sous le précédent gouvernement. C'est ce que j'appelle un climat surréaliste!

Je reconnais volontiers que le budget des Voies et Moyens a subi un certain nombre de retouches, factuelles, techniques, qui, sous certains angles, le rend plus réaliste. Dans plusieurs domaines, le gouvernement est servi par une amélioration de la conjoncture, notamment pour ce qui concerne la croissance du commerce international qui est supérieure en 1988 à ce qu'elle était en 1987, c'est-à-dire 6,2 p.c. contre 5,8 p.c. Le taux de croissance belge, de 1,8 p.c., repris dans le document, est sensiblement supérieur à celui que l'on prédisait au début de cette année.

Toutefois, la croissance interne de nos grands partenaires, qu'il s'agisse de la Communauté européenne, des Etats-Unis ou du Japon, est légèrement plus faible. Enfin, l'évolution du dollar n'a pas répondu à l'attente du présent gouvernement.

Il a été tenu compte de ces éléments dans le nouveau budget, de même — et je m'en réjouis — que d'un certain nombre d'éléments qui n'étaient pas disponibles au moment où il a été élaboré. Je pense en particulier à l'impact sur les recettes de la loi du 1^{er} août 1985, la loi Grootjans qui, à la fois, indexe les barèmes fiscaux et les diminue, enfin! Je pense à l'épargne-pension et à l'arrêté royal n° 15 dans la version actuellement en vigueur. Je pense aux recettes fiscales dont la croissance est supérieure de 4,4 milliards aux prévisions du début de cette année.

Ce que par contre nous critiquons, ce sont les changements d'inspiration politique exprès révélés dans ce projet de budget. Je n'en mentionnerai que trois: l'abandon de l'émission d'écus — que je déplore car cette monnaie avait une valeur symbolique au point de vue de l'intégration européenne —, celui de la vignette automobile, d'abord mal reçue, mais qui, dans sa formule finale, s'était révélée inattaquable sur le plan européen, et, surtout, l'abandon des privatisations.

Loin de moi l'idée de faire du problème des privatisations un problème doctrinaire. Ce n'est pas dans cette optique que les

libéraux ont approuvé cette formule sous le précédent gouvernement, mais essentiellement à cause des aspects positifs qu'elle aurait pu revêtir. Les libéraux n'ont jamais eu peur de l'action de l'Etat dans le monde économique, lorsque cela était nécessaire. Ce sont des ministres libéraux qui, au XIX^e siècle, avec Frère-Orban, ont fondé la Banque Nationale, la Caisse d'Épargne, et qui étaient au pouvoir lors de la création du Bureau de Programmation, aujourd'hui le Bureau du Plan, et de la Société nationale d'Investissement en 1961.

Notre position, je le répète, n'est nullement doctrinaire, mais nous déplorons que certaines formes de privatisation, qui avaient des mérites essentiels, n'aient pas été poursuivies.

Je pense en particulier qu'il aurait été préférable que les grandes institutions financières de notre pays puissent disposer d'un capital additionnel fourni par le secteur privé, par l'introduction de celui-ci dans lesdites institutions ou par un élargissement de sa participation, dans d'autres cas.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Le montant de 7 milliards, qui était prévu dans le projet initial, mais supprimé ensuite, ne devait pas résulter de cette opération. Celle-ci n'est pas exclue. Je ferai prochainement au gouvernement des propositions en ce sens. Il s'agit de permettre à des institutions financières publiques de disposer de moyens supplémentaires par l'appel au capital privé. Mais, je le répète, ce n'est pas du tout cette opération qui a été visée à travers le budget des Voies et Moyens. Il s'agissait de vendre un certain nombre d'organismes publics et la difficulté résultait du fait qu'on avait avancé un chiffre qui ne correspondait pas nécessairement à une réalité.

M. Hatry. — Monsieur le ministre, le débat budgétaire a également pour but de faire connaître la politique générale du gouvernement. Je me réjouis de la déclaration que vous venez de faire et qui apporte un éclaircissement heureux sur la politique que le gouvernement compte suivre.

Cependant, l'abandon des privatisations prévues me paraît peu souhaitable. En effet, les privatisations, totales ou partielles, conduisaient, d'une part, à éloigner quelque peu la gestion de ces entreprises de l'influence politique et, d'autre part, permettaient également d'assurer un management de meilleure qualité que celui dont on dispose dans le secteur public. Par ailleurs, les privatisations présentent l'avantage considérable de permettre des techniques plus souples de gestion.

En tout état de cause, il me paraissait aussi hautement souhaitable que le solde net à financer puisse être réduit, précisément par la souscription, par le secteur privé, d'actions issues de ces entreprises.

Peut-être l'ambition était-elle trop grande. Je reconnais que la mise sur le marché des actions de Distrigaz, dans les circonstances présentes, avec le contrat algérien, est une impossibilité pratique s'il n'y a pas d'accord sur le problème des prix et des quantités, mais j'y vois cependant une volonté de ne pas privatiser qui différencie le gouvernement actuel de celui qui l'a précédé.

Outre les modifications politiques expresses auxquelles je viens de faire allusion, des modifications implicites de politique budgétaire ont été effectuées. Elles se sont révélées notamment lors des deux contrôles de budget qui se sont déroulés. Divers départements ont reconnu que les économies qu'ils s'étaient engagés à faire n'ont pas été réalisées, d'où, pour une large part, les crédits supplémentaires qui ont été demandés.

Je me permets d'ailleurs de souligner combien il est extrêmement difficile d'évaluer le dépassement budgétaire par rapport à l'objectif qui avait été fixé initialement pour le budget de 1988.

Parmi les mesures qui n'ont pas donné les résultats attendus — parfois volontairement du chef du ministre — citons, par exemple, la modification du régime des cohabitants en matière d'indemnité de chômage. Quant au problème des chômeurs de longue durée, il n'a pas été réglé non plus dans le sens annoncé par les titulaires de ces départements puisque les économies

s'élèvent à un tiers des sommes promises. Dans le domaine de l'assurance maladie-invalidité, si l'on a amené le ministre des Affaires sociales à retirer sa demande de 36 milliards de crédits supplémentaires dont 21 milliards pour l'année 1988 et 15 milliards pour l'année 1987, il n'empêche que les chiffres cités à cette occasion sont exacts, malgré leur réduction pour la seule année 1988 à 9,3 milliards.

Ce dépassement de 9,3 milliards, dont 8,3 milliards pour l'assurance maladie-invalidité des salariés et 1 milliard pour les indépendants, à la suite des compensations opérées entre les différents régimes de la sécurité sociale, est tout de même très important.

Monsieur le Président, je terminerai cette première partie de mon intervention consacrée à nos réticences à l'égard du budget des Voies et Moyens 1988 en soulignant que les changements de portefeuille intervenus au sein de la coalition ne nous paraissent pas être le garant du bon fonctionnement qui doit caractériser les départements-clefs dans le domaine de l'assainissement. Je pense notamment que le ministère de la Fonction publique — je reviendrai sur ce point dans un moment — doit jouer un rôle essentiel en cette matière et je crains que son responsable ne soit pas le plus adéquat.

Le ministère des Communications, qui a réalisé beaucoup d'économies sous les deux gouvernements précédents, ne semble plus, à l'heure actuelle, être animé des mêmes intentions.

Monsieur le Président, voilà quelques raisons pour lesquelles il ne sera pas possible au PRL de voter ce budget, même si, à première vue, il ressemble fort à ce qu'était le budget préparé par le gouvernement précédent pour 1988.

J'en viens maintenant à divers éléments d'incertitude supplémentaires qui ont été fournis avant ce débat budgétaire et auquel d'ailleurs ce dernier n'a pas fourni de réponse jusqu'à présent. Ce sont, en particulier, les déclarations faites par certains ministres. J'ai déjà parlé des déclarations relatives au crédit supplémentaire de 36 milliards demandé par le ministre des Affaires sociales et démenti le lendemain.

Je pense aussi aux déclarations successives, mais différentes du ministre du Budget quant au dépassement imputable, d'après lui, au gouvernement précédent et qui serait maintenant stabilisé aux environs de 62 milliards de francs.

Le ministre du Budget a également parlé d'imposer, en 1989, des économies linéaires systématiques et générales de 2,5 p.c. par rapport à 1988 à tous les départements pour toutes leurs dépenses, hormis celles résultant de la charge de la dette, puis il a immédiatement démenti que telle ait été son intention. Actuellement, nous ne savons pas très bien ce que ces 2,5 p.c. représentent réellement et si une contrainte quelconque pèse sur les départements.

Enfin, d'après les déclarations du Premier ministre, notamment lors d'une interview publiée dans *De Financieel Economische Tijd*, l'effet boule de neige, sur lequel je reviendrai dans un moment, serait terminé en 1991 ou en 1992. Or, tout le monde sait que les projections du gouvernement conduisent à un solde net à financer qui dépasserait encore 5,5 p.c. en 1992. Je voudrais que l'on me démontre comment arrêter l'effet boule de neige avec un tel pourcentage.

Tous les experts estiment que le taux de 4 p.c. constitue le maximum admissible. Je crains que le Premier ministre soit seul à croire qu'un taux de 5,5 p.c. pourrait arrêter l'effet boule de neige, qui dépend des dépenses publiques, du taux d'intérêt et de la croissance économique.

Quelle est la situation en ce qui concerne plus particulièrement le solde net à financer? A l'heure actuelle, celui-ci est de 8,4 p.c., soit un dépassement de 1 p.c. par rapport aux prévisions du gouvernement précédent qui visait 7,4 p.c.

Comment ce solde va-t-il évoluer? J'entends des déclarations extraordinairement surprenantes, notamment celles du secrétaire d'Etat aux Finances, qui nous a dit très précisément que c'est à la « fin » de l'année 1989 qu'on atteindrait l'objectif de 7 p.c. Ainsi, dorénavant, on ne mesurera plus le solde net à financer en se fondant sur le flux annuel que nous avons l'habitude, nous économistes, de considérer comme la base

correcte de mesure. Nous entrerons dans le calcul infinitésimal. On calculera un solde net à financer au 31 janvier, un autre au 28 février, un autre le 31 mars, etc. Il s'agit là d'une science économique nouvelle, innovatrice, qui sera extrêmement intéressante à suivre.

M. Maystadt, ministre des Finances. — C'est toujours à la fin de l'année que l'on évalue le solde net à financer.

M. Hatry. — Bien entendu, mais à mon avis tel n'était pas exactement le sens des propos du secrétaire d'Etat. Je pense qu'il voulait dire que la moyenne de l'année 1989 ne serait pas caractérisée par un solde net à financer de 7 p.c. et que ce taux ne serait atteint qu'à la fin de l'année.

Si j'ai mal compris, monsieur le ministre, j'aimerais que vous me corrigiez et que vous nous garantissiez bien que ces 7 p.c. seront atteints sur toute l'année 1989 et non à la fin de celle-ci.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Je peux vous affirmer, monsieur Hatry, que rien ne sera changé dans la manière de calculer le solde net à financer.

M. Hatry. — Je vous remercie pour cette indication très précieuse, monsieur le ministre. Je pensais, en effet, que le gouvernement belge innovait non seulement dans le domaine institutionnel, mais aussi en matière économique. Or, il ne me paraît pas très qualifié pour ce faire, à l'heure actuelle.

Le problème qui se pose est de poursuivre l'effort que les gouvernements précédents ont tenté, effort couronné de succès certaines années, à savoir: réduire le déficit de l'Etat. Si j'en crois les ministres des Pensions, de l'Education nationale, de la Défense nationale, des Affaires sociales, des Affaires économiques, des Travaux publics, des Communications, tous ces départements veulent effectuer les dépenses supplémentaires.

Or, il est clair qu'il convient d'économiser et que les postes qui peuvent supporter l'effort sont peu nombreux mais importants. Je mentionnerai d'abord la réforme de la structure des dépenses de l'Etat. Je reviens notamment sur deux éléments importants. Je crois personnellement en une privatisation qui apporterait des recettes complémentaires non fiscales à l'Etat. Je crois aussi en une gestion plus dynamique, plus efficace. Nous avons appris que la cellule de gestion de la dette publique était maintenue au ministère des Finances et qu'elle poursuivrait ses efforts, non seulement pour mieux gérer la dette extérieure, mais aussi pour innover peut-être dans le domaine de la gestion de la dette libellée en francs belges. Celle-ci constitue une masse importante de notre énorme dette publique qui n'est pas loin d'atteindre, à l'heure actuelle, 120 p.c. de notre produit national brut. Nous sommes, à un pays près, seuls dans la Communauté européenne à atteindre un tel niveau.

En passant, je dirai aussi que le transfert aux Régions et Communautés de masses budgétaires importantes qui, jusqu'à présent, étaient sous le contrôle du pouvoir central ne va pas sans risques. En effet, de telles masses pourraient échapper aux règles générales d'économie et constituer, sans que l'on s'en rende compte, un élément supplémentaire de dépenses et d'incertitude quant à l'évolution de notre dette publique.

Nous nous trouvons, en outre, dans l'incertitude, dans de nombreux départements, par exemple dans le domaine des affaires sociales. A la lecture des rapports tant de la Chambre que du Sénat, nous constatons que le déficit de l'assurance-maladie-invalidité pour 1988 se situera entre 6 milliards 800 millions et 17 milliards 300 millions. Nous pouvons donc nous retrouver à la fin de l'année avec un déficit de 17 milliards au lieu des 6 milliards 800 millions prévus.

Pour les indépendants, le déficit se situera entre 1 et 4 milliards; le rapport passera donc du simple au quadruple. C'est dire à quel point ces dépenses sont mal maîtrisées. Dans l'incertitude, on choisit, évidemment, de préférence des chiffres optimistes.

La fonction publique constitue un élément essentiel étant donné que nous y dénombons à l'heure actuelle 806 mille travailleurs. Si le coût d'un agent de la fonction publique est

approximativement de 750 mille francs par an, cela signifie que 600 milliards sont réellement affectés à ce secteur, c'est-à-dire une masse gigantesque. Un dérapage, dans un sens ou dans l'autre, d'un très faible pourcentage, représente des sommes énormes.

Or, au début des années 70, l'effectif de la fonction publique était de 618 mille agents. En 1974, ce chiffre est passé à plus de 728 mille. En 1981, nous avons atteint le chiffre de 884 mille agents, c'est-à-dire 270 mille unités de plus que 20 ans plus tôt. Quelqu'un pourrait-il sérieusement prétendre que la fonction publique est mieux gérée grâce à l'existence de ses 880 mille agents? L'opinion publique est-elle convaincue d'être mieux administrée qu'elle ne l'était il y a dix ou vingt ans? Poser la question, c'est y répondre.

Le nombre d'agents à la fonction publique est pléthorique. Ces agents sont mal payés parce qu'ils sont trop nombreux. L'encouragement à l'initiative, au travail de qualité, est inexistant. Les règles du statut Camus élaborées avant la guerre mondiale étaient probablement de circonstance et de mise alors. Cependant, le temps est venu de regarder de plus près tous les inconvénients, tous les aspects négatifs d'une fonction publique qui mise sur la quantité plutôt que sur la qualité. Dans ce domaine, il y a beaucoup à faire, y compris d'ailleurs dans votre département, monsieur le ministre, où, avec une bonne informatisation, en voie de réalisation si je ne m'abuse, vous n'auriez probablement plus recours à tant d'agents qui représentent, à eux seuls, 45 p.c. de tous les effectifs des ministères réunis.

La tradition veut que le ministre des Finances considère qu'il «gère» un département qui rapporte à l'inverse des autres ministères dont il dit qu'ils coûtent. Dans votre département, on peut peut-être faire mieux avec moins. Incontestablement, c'est une mission qui vous incombe.

Tels sont les problèmes qui se posent en termes précis. La fonction publique, c'est évident, est un élément de la solution budgétaire à long terme.

Que se passera-t-il d'ici à 1992? Le gouvernement n'a pas jugé opportun de se fixer des objectifs au-delà de 1989 en ce qui concerne le solde net à financer; il a défini des procédures c'est-à-dire qu'en valeur absolue, le solde net à financer ne devrait pas augmenter d'une année à l'autre.

Par ailleurs, les dépenses de l'Etat devraient rester constantes, en termes réels, le poste de la dette étant exclu.

Ces initiatives sont effectivement valables, et je m'en réjouis. Mais je me demande si le fait de ne pas faire de prévisions postérieures à 1989 ne constitue pas une faiblesse. Le gouvernement pense peut-être qu'il ne sera plus là à cette époque ou estime que le résultat pourrait être moins certain que l'objectif des 5,5 p.c., mentionné par M. Martens lors d'une interview à laquelle j'ai déjà fait allusion. Cet objectif, qui devrait être atteint en 1992, ne me paraît en tout cas pas suffisant pour annuler l'effet boule de neige. Or, c'est précisément le but que nous devons essayer de viser. Le chiffre de 4 p.c. qui, par hasard, est également la moyenne européenne, constitue l'objectif.

Je souhaite que le gouvernement soit plus ambitieux et n'hésite pas à dire qu'après avoir atteint les 7 p.c. en 1989, il devra réaliser la suite de l'opération et viser les 4 p.c. Ce sera difficile lorsque l'on sait que, par exemple, 1 p.c. représente une soixantaine de milliards. Il faudra donc économiser trois fois plus, c'est-à-dire un montant de 180 milliards entre 1989 et 1992. Comment y arriver?

Je crois qu'il faut renoncer à poursuivre la politique consistant à réduire les investissements aussi drastiquement que ce fut le cas au cours des deux dernières années. Cela ne signifie pas qu'il faille nécessairement revenir aux chiffres initiaux qui prévalaient encore il y a deux ans, mais il faut essayer de redresser progressivement les dépenses du titre II des différents départements ministériels, sans révolution ni dans un sens ni dans un autre.

Si le gouvernement se met sérieusement au travail, il est certainement possible d'atteindre l'objectif des 4 p.c. au cours de la législature actuelle, en réduisant les dépenses du secteur assurance maladie-invalidité et celles de la Fonction publique,

ce dernier secteur devant être repris en mains, en assurant une meilleure gestion de la dette et, surtout, en s'efforçant de réaliser les impératifs que s'est imposé le gouvernement par des économies dans tous les départements.

Je souhaite en tout cas que le gouvernement précise les objectifs à atteindre après 1989 et ne s'en tienne pas à un flou qui n'a rien d'artistique.

Même s'il n'est plus en place à cette époque, il aura au moins eu la satisfaction d'avoir pu fixer un objectif précis et ambitieux que son successeur pourra à son tour poursuivre.

Telles sont les observations que je voulais émettre à l'occasion de cette discussion. Je tiens à remercier le ministre qui, à deux reprises, est intervenu pour me rassurer et pour préciser que je n'avais pas bien compris ce que certains de ses collègues ont avancé lors des débats antérieurs. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Maystadt, ministre.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Monsieur le Président, dans un premier temps, je voudrais répondre aux questions concernant plus directement l'objet même du débat: le budget des Voies et Moyens, c'est-à-dire un budget de recettes.

Dans un second temps, je donnerai quelques éléments de réponse aux interventions portant sur d'autres aspects et notamment sur la politique budgétaire du gouvernement.

Tout d'abord, en ce qui concerne le projet de budget des Voies et Moyens qui vous est soumis, vous aurez constaté qu'il s'écarte peu, sur le plan du total des recettes, du projet élaboré par le gouvernement précédent. La différence n'est que d'un milliard. On a suffisamment souligné, en commission, que ce milliard est le résultat d'un certain nombre d'additions et de soustractions. En fait, les prévisions de recettes fiscales ont été augmentées, en suivant d'ailleurs la même méthode. Nous disposons de données plus récentes puisque nous connaissons le résultat des recettes pour 1987. Par conséquent, la base de départ étant plus élevée que ce qui était escompté au moment où le projet de budget a été établi, c'est-à-dire lors de l'été 1987, nous avons pu recalculer à la hausse les prévisions de recettes 1988.

Les rentrées des premiers mois de cette année confirment qu'il est vraisemblable que les recettes pour 1988 seront supérieures à celles qui étaient escomptées dans le projet initial.

En revanche — plusieurs d'entre vous y ont fait allusion — les soustractions résultent de la suppression d'un certain nombre de recettes non fiscales, découlant essentiellement de la vente d'écus et de montants escomptés à la suite de privatisations. A M. Boël, qui est intervenu à ce propos, je dirai que la prévision des recettes provenant de la vente d'écus a été supprimée pour la simple raison que cette opération était devenue déficitaire depuis le début de l'année. Cette dernière était intéressante lorsqu'il s'agissait de vendre une partie de l'or très largement sous-évalué détenu par la Banque nationale.

Le gain provenait de la plus-value réalisée sur la transformation et la vente de cet or. Mais la Banque nationale avait annoncé d'emblée qu'il ne pouvait s'agir que d'une opération très limitée, temporaire qui devait cesser, en toute hypothèse, au 31 décembre 1987. Si nous voulons poursuivre la vente d'écus, nous n'avons d'autre choix aujourd'hui que d'acheter cet or sur le marché. Nous avons du constater que le coût résultant de la transformation, de la frappe et de la distribution de ces écus était plus élevé que le léger bénéfice que l'on pouvait escompter, du fait qu'il s'agissait de pièces de collection. Devant le constat du caractère déficitaire de l'opération, nous avons préféré renoncer à inscrire les recettes non fiscales en résultant.

Toujours à propos de ce type de recettes, il est exact que j'ai supprimé une prévision de 7 milliards. Je souhaite éclaircir ce point. En effet, j'estime que cela a peu de sens d'inscrire un montant qui ne correspond pratiquement à aucune réalité.

Vous avez vous-même, monsieur Hatry, émis des réserves à propos de Distrigaz et de la possibilité, dans les circonstances actuelles, de vendre la participation de l'Etat dans Distrigaz, si un certain nombre d'autres conditions n'étaient pas réunies.

Ces conditions sont liées notamment à l'exécution du fameux contrat avec l'Algérie. Or, sur cette somme de 7 milliards, 2 milliards étaient inscrits d'office pour la vente de la participation de l'Etat dans Distrigaz. Il en allait de même pour un certain nombre d'autres organismes.

Je précise que cela ne visait pas les institutions publiques de crédit. En ce qui concerne ces dernières, ce qui était envisagé et qui l'est d'ailleurs toujours, c'est la possibilité de recourir également au capital privé en cas d'augmentation de capital. Nous savons tous que ces institutions de crédit doivent renforcer leur fonds propres en particulier dans la perspective du grand marché européen. Il s'agit dans ce cas d'une opération qui n'entraîne pas de recettes supplémentaires pour l'Etat mais qui permet de conforter la situation de ces institutions.

Donc, la suppression de ce montant de 7 milliards dans le projet du budget des Voies et Moyens ne signifie pas que nous excluons l'appel au capital privé en cas d'augmentation de capital. Elle ne signifie pas non plus que nous excluons absolument toute vente d'actif. Il n'est pas impossible par exemple que l'Etat puisse décider de vendre certaines participations et les cède, pourquoi pas, à une autre institution publique, ce qui permettrait de conserver le caractère public de l'institution tout en procurant certaines recettes à l'Etat. Ce type d'opération n'est certainement pas exclu par le gouvernement actuel, mais nous estimons que cela n'a pas beaucoup de sens de « maintenir » un chiffre qui ne correspond à aucune réalité.

J'ajoute que dans ce domaine le projet de réforme de l'entreprise publique, élaboré sous le gouvernement précédent, explicitement repris dans l'accord du gouvernement actuel, et visant à donner à nos entreprises publiques davantage d'autonomie et de responsabilité, me semble être pour elles un élément de dynamisation autrement plus important que la vente au secteur privé.

Telles sont les modifications apportées au projet de budget initial.

J'ai entendu plusieurs allusions à la réforme fiscale, mais nous aurons certainement d'autres occasions d'en débattre de manière plus approfondie.

Je désire simplement évoquer deux points, dont l'un a retenu l'attention de M. Boël. Lorsqu'il a parlé de la limitation des dépenses fiscales, il a estimé que la réforme envisagée ne devait pas être payée par la suppression d'un certain nombre d'exonérations et de déductions fiscales. Je puis vous assurer que sur ce point le gouvernement actuel se borne à mener la politique qui avait été arrêtée par le gouvernement précédent. Celui-ci avait également envisagé la suppression d'un certain nombre de dépenses fiscales. Nous reprenons les mêmes montants, mais les modalités seront peut-être différentes.

Nous estimons, par exemple, qu'il n'est pas souhaitable de prévoir une franchise générale de 3 p.c. pour la déduction des frais professionnels, parce que cette mesure toucherait de manière aveugle toutes les dépenses professionnelles, y compris celles qui sont indiscutablement nécessaires à l'exercice d'une profession. Nous préférons une approche plus sélective, mais nous nous en tenons pour le montant global à ce qui avait été envisagé par le gouvernement précédent.

En ce qui concerne l'autre moyen de compensation ou de financement de la réforme fiscale, en l'occurrence l'augmentation de la fiscalité indirecte, nous poursuivons ce qui avait été décidé en catimini par le gouvernement précédent.

Avant les dernières élections, j'avais déjà déclaré publiquement, notamment à la télévision, que le gouvernement envisageait de financer la réforme fiscale en s'inscrivant dans la perspective d'une harmonisation européenne de la fiscalité indirecte. Telle est toujours notre intention, mais je signale à M. Lannoye que nous agissons de manière sélective. Vous avez souhaité un aspect volontariste dans cette opération. Celui-ci sera présent parce que nous allons effectivement nous inspirer des propositions de la Commission européenne en la matière et relever les droits d'accises sur les carburants, le tabac et, dans une phase ultérieure, également sur les boissons alcoolisées. Je suppose qu'il n'y aura pas d'objection majeure à cet égard.

En revanche, aussi longtemps que nous n'y serons pas contraints par une décision formelle de la Commission européenne, nous n'augmenterons pas les accises sur le gasoil de chauffage. C'est un choix politique dicté par des considérations sociales. Autant nous estimons tout à fait légitime d'augmenter les accises sur certains produits, particulièrement ceux dont on souhaite décourager la consommation, comme le tabac et l'alcool, autant nous ne trouvons pas souhaitable, pour des raisons sociales, d'augmenter la taxation sur le gasoil de chauffage.

Le choix des produits qui connaîtront une augmentation de la fiscalité indirecte sera donc guidé par un esprit volontariste.

Après les recettes, j'en viens à la politique budgétaire. J'ai entendu à ce sujet des interventions contradictoires. Les uns mettent en doute la volonté du gouvernement de poursuivre la politique d'assainissement budgétaire et d'atteindre les 7 p.c. en 1989; les autres, au contraire, nous reprochent de nous accrocher à un certain nombre de tabous, de nous obstiner dans une voie sans issue, de ne pas oser toucher à des vaches sacrées, etc.

J'ai entendu les deux sons de cloche et je vous dis très clairement que l'intention du gouvernement est bien de poursuivre l'assainissement budgétaire selon les principes indiqués dans la déclaration gouvernementale.

L'objectif ultime est de casser ce que l'on appelle l'effet boule de neige, qui a suscité plusieurs interventions.

J'en conviens avec M. de Wasseige, cet effet boule de neige résulte de différents éléments. Il ne dépend pas uniquement du montant des dépenses hors charges d'intérêts, mais aussi de l'évolution des charges d'intérêts ainsi que de la croissance du produit national. Si nous mettons l'accent sur la réduction des dépenses en dehors des charges d'intérêts, c'est parce que, des trois éléments, c'est celui sur lequel le gouvernement peut agir le plus directement.

La croissance du produit national dépend beaucoup plus d'un certain nombre de facteurs extérieurs à l'action gouvernementale.

Les simulations du Bureau du Plan ont montré qu'une variation d'un pourcent du volume du commerce international a beaucoup plus d'impact sur la croissance de notre produit national que n'importe quelle mesure de politique économique que pourrait prendre un gouvernement belge, quel qu'il soit.

Nous sommes donc dans ce domaine très largement dépendants de l'environnement international. S'imaginer que nous pourrions, à nous seuls, mener une politique de relance visant à accroître notre produit national serait pure illusion. Nous en avons fait l'expérience. C'est la politique que nous avons tenté de mener à la fin des années 70, notamment en permettant une croissance du pouvoir d'achat dépassant celle du produit national, persuadés que ce pouvoir d'achat supplémentaire favoriserait la relance économique et créerait à nouveau de l'emploi. En fait, il n'y a jamais eu autant de destruction d'emplois que durant cette période.

La France notamment, pays plus important que le nôtre et où la plausibilité d'une telle politique était plus grande, a voulu mener cette même politique de relance par la demande intérieure, mais a récolté les mêmes effets, au point que M. Fabius, succédant à M. Mauroy, a bien dû constater que la relance française avait surtout profité aux entreprises et aux travailleurs allemands, le supplément de pouvoir d'achat injecté dans l'économie française se portant de plus en plus sur des biens importés.

Lors du débat de lundi dernier au Conseil des ministres européens des Finances, j'ai pu constater, sur base du rapport de la Commission concernant la situation économique et les politiques budgétaires des différents Etats membres que les pays qui ont connu une croissance plus importante ces derniers temps commencent à ressentir des difficultés de balance des paiements.

Ceci démontre, une fois de plus, que nous avons tous besoin de croissance, mais que celle-ci doit se faire simultanément. C'est par une action concertée au plan européen que nous parviendrons à provoquer ce supplément de croissance. Cela ne signifie pas que le gouvernement belge doit rester les bras croisés et attendre que cette croissance vienne d'une initiative

européenne. Le rôle de la politique économique nationale reste, bien entendu, d'essayer de créer les conditions qui nous permettent de profiter au mieux d'un supplément de croissance. Cette politique suppose le maintien de la compétitivité, en évitant le dérapage des prix, en veillant à rénover rapidement nos structures industrielles et à diversifier davantage nos productions.

Autre élément important, le taux d'intérêt.

Ne rêvons pas en pensant pouvoir réduire, à nous seuls, les taux d'intérêts. Certes, M. Pouillet le faisait observer, le différentiel d'intérêts par rapport à l'Allemagne a plutôt eu tendance à se réduire, mais cela reste une évolution à moyen terme. C'est notamment en assainissant la situation budgétaire que nous parviendrons progressivement à réduire ce différentiel d'intérêts. Mais à court terme, ne nous imaginons pas que, de manière unilatérale, nous pourrions avoir un mouvement des taux d'intérêt divergent de celui de nos principaux voisins.

L'expérience en a été faite ces jours-ci. A la suite de la hausse du dollar américain, à laquelle on ne croit guère car elle ne résulte pas d'une modification fondamentale de l'économie américaine, la *Bundesbank* a relevé ses taux d'intérêt. Nous n'avons pas le choix, nous devons suivre.

Aujourd'hui encore, la Banque Nationale a décidé un relèvement de 25 centimes du taux d'escompte et des certificats de trésorerie. C'est une décision à laquelle nous ne pouvons échapper.

Croire que nous pourrions, de manière autonome et significative, influencer les taux d'intérêts, relève de la pure illusion. Je ne dis pas, je le répète, que le gouvernement doit se croiser les bras — certaines méthodes de gestion de la dette peuvent permettre de réduire, dans une certaine mesure, le poids des charges d'intérêts — mais cette action, dans la mesure où elle est possible, n'aura de toute façon qu'un effet limité dans un contexte international dont nous restons largement dépendants.

Si notre action ne peut être que limitée sur ces deux éléments: la croissance et les taux d'intérêts, il est normal que nous nous concentrons sur ce qui relève plus directement de notre pouvoir de décision, à savoir la maîtrise des dépenses en dehors des charges d'intérêts.

Je constate avec plaisir que plusieurs intervenants ont souligné que cette maîtrise des dépenses de l'Etat ne dépend pas seulement d'un certain nombre de mesures dites d'économie, que l'on peut décider à l'occasion d'un conclave budgétaire, mais aussi d'une meilleure gestion de nos finances publiques, de notre appareil public.

MM. Pouillet, Van Hooland et Lannoye ont souligné cette dimension «managériale» de la fonction publique, ce que M. Van Hooland appelle de *management functie*. C'est, en effet, essentiel et chaque ministre doit prendre ses responsabilités à cet égard.

Plusieurs intervenants ont parlé plus spécialement du département des Finances et de l'amélioration de sa gestion, ce qui s'avère normal dans la mesure où, comme le rappelait M. Hatry, les fonctionnaires des finances représentent 45 p.c. du total du personnel des ministères.

J'ai, en tout cas, demandé un rapport sur les activités et sur les projets de l'Ecole nationale de fiscalité et de finances publiques qui existe au sein du ministère des Finances.

Dans un certain nombre de cas, point n'est besoin d'un nombre supplémentaire de fonctionnaires, mais plutôt de fonctionnaires mieux formés. J'ai interrogé à ce propos le directeur général de l'Inspection spéciale des impôts. Il m'a confirmé qu'il ne demandait pas de fonctionnaires supplémentaires, mais simplement des fonctionnaires mieux formés, et m'a indiqué que, à son avis, les «bavures» que l'on dénonce parfois dans le comportement de certains agents, sont davantage le résultat d'une formation insuffisante que d'une volonté délibérée de porter atteinte aux intérêts du contribuable.

La formation des agents s'avère donc un élément essentiel. Aussi ai-je demandé, sur ce point, un rapport précis, de même que sur les critères utilisés par chaque direction générale pour évaluer les performances de ses services.

J'ai le sentiment que les critères utilisés ne sont pas toujours les mieux appropriés. Ainsi, je ne suis pas sûr que le nombre de fraudes découvertes soit nécessairement le meilleur indicateur de la performance d'un service. Il vaut parfois mieux se concentrer sur quelques affaires et mettre au jour des fraudes pour des montants importants plutôt que de multiplier des petits redressements. Cet exemple, à dessein simplifié, illustre la nécessité d'une réflexion sur les critères utilisés pour apprécier les performances des agents et des services.

J'ai également demandé d'accélérer l'étude du cadre global du personnel, dans l'intention non pas de gonfler le nombre des agents du département, mais d'identifier les postes où, manifestement, l'effectif apparaît aujourd'hui insuffisant, pour pouvoir procéder à des transferts d'un service à l'autre et affecter le personnel là où il est le plus nécessaire.

J'ai enfin décidé d'accélérer l'informatisation du département. Un programme était prévu pour une durée de cinq ans; j'ai demandé et obtenu du ministre du Budget le petit supplément de crédit nécessaire pour réaliser ce programme d'informatisation en trois ans.

Voilà quelques éléments de réponses. Ceci pour dire combien je rejoins la préoccupation exprimée par plusieurs d'entre vous quant à l'importance d'une meilleure gestion des services publics comme élément d'assainissement des finances publiques. M. Pouillet, en particulier, avait longuement insisté sur ce point.

Je voudrais dire un mot — M. Van Hooland notamment a paru un peu critique à cet égard — du rôle joué par la délégation générale à la réforme de la comptabilité de l'Etat. Je crois que cette délégation, qui n'occupe que quelques personnes, a fait œuvre utile et c'est la raison pour laquelle nous sommes convenu de prolonger sa mission. Elle a contribué à l'élaboration d'un outil qui me paraît absolument indispensable si l'on veut apprécier le coût réel des politiques menées dans différents secteurs.

La délégation générale a, en effet, contribué à l'élaboration de ce que l'on appelle une structure par programme des budgets des différents départements et, après environ trois ans, nous étions arrivés, en 1985, à disposer, pour chaque département, d'une structuration par programme, c'est-à-dire d'une présentation différente de celle traditionnellement adoptée pour les budgets et qui permettait de regrouper des dépenses de nature juridique différente, mais en fonction d'un même objectif. A côté de la présentation traditionnelle des budgets que vous connaissez et qui classe les dépenses en fonction de leur nature — dépenses patrimoniales, de transfert, etc. —, il y en avait une autre, disponible pour l'exercice 1985, qui comportait un regroupement de ces dépenses par programme, quelle que soit leur nature. C'est un préalable indispensable si nous voulons pouvoir opérer des choix budgétaires en meilleure connaissance de cause. Mon seul regret est que mon successeur au Budget n'ait pas prolongé cette démarche méthodologique; mais peut-être pourra-t-elle être reprise. Elle va en tout cas dans le sens de ce que plusieurs d'entre vous ont souhaité, c'est-à-dire l'amélioration de nos méthodes.

M. Cooreman a formulé à cet égard un certain nombre de suggestions pratiques. Je ne vais pas en discuter en détail maintenant, mais il y a là effectivement une préoccupation que plusieurs d'entre vous ont exprimé et que je rejoins totalement.

En conclusion, je dirai que les priorités du gouvernement, dans le domaine économique et financier, sont doubles. Il s'agit d'abord d'obtenir le vote, le plus rapidement possible, d'un projet de loi sur la compétitivité. Nous pensons que c'est essentiel car cela traduira très clairement notre volonté de maintenir la compétitivité de nos entreprises à un moment où nous devons nous préparer au grand marché européen, ce qui signifie incontestablement une intensification de la concurrence.

Nous voulons qu'il soit clair pour tout le monde que ne seront plus tolérés des dérapages comme ceux que nous avons connus dans les années 70 et que l'on veillera, en concertation permanente avec les interlocuteurs sociaux, les représentants des employeurs, les représentants des travailleurs, à suivre l'évolution de notre compétitivité dans tous ses aspects.

Il ne s'agit pas de se braquer sur un seul élément de cette compétitivité mais, en concertation, de considérer les différents facteurs qui peuvent influencer notre position relative par rapport à nos concurrents et, si cela paraît nécessaire, de réagir à temps pour éviter de nous retrouver dans une position défavorable qui ferait en sorte que nous n'arrivions plus à vendre nos produits, et dans laquelle notre balance commerciale se dégraderait à nouveau. C'est, je l'ai dit, pour nous un élément essentiel. C'est un signal qu'il convient de donner non seulement chez nous, mais aussi à l'égard de l'étranger.

La seconde priorité dans le domaine économique et financier est la poursuite de l'assainissement budgétaire et de la réduction du déficit public, selon des méthodes qui peuvent être différentes de celles du gouvernement précédent mais, je puis vous l'assurer, appliquées avec la même détermination.

Ce n'est que si ces deux priorités sont rencontrées que le gouvernement pourra réaliser l'ensemble de son programme et, conformément à l'accord de gouvernement, mener dans différents secteurs, une politique qui s'efforcera, mieux que par le passé, de concilier la rigueur économique et la justice sociale, le réalisme et la générosité. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene behandeling gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1988

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSMIDDELEN-BEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1988

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour 1988.

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor 1988.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir documents nos 366-1 et 2, session 1988, du Sénat.*)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie stukken nrs. 366-1 en 2, zitting 1988, van de Senaat.*)

De Voorzitter. — De artikelen van het ontwerp van wet luiden:

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 1988, worden de lopende ontvangsten van de Staat geraamd:

Voor de fiscale ontvangsten, op . . . F 1 438 676 200 000
 Voor de niet-fiscale ontvangsten, op . . . 46 443 100 000

Zegge te samen . . . . . F 1 485 119 300 000 overeenkomstig titel I van de hierbijgaande tabel.

Article 1^{er}. Pour l'année budgétaire 1988, les recettes courantes de l'Etat sont évaluées:

Pour les recettes fiscales, à . . . . F 1 438 676 200 000

Pour les recettes non fiscales, à 46 443 100 000

Soit ensemble . . . . . F 1 485 119 300 000 conformément au titre I^{er} du tableau ci-annexé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 1988, worden de kapitaalontvangsten geraamd op de som van 5 001 900 000 frank, overeenkomstig titel II van de hierbijgaande tabel.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 1988, les recettes en capital sont évaluées à la somme de 5 001 900 000 francs, conformément au titre II du tableau ci-annexé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. § 1. Overeenkomstig artikel 9 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen worden de totale bedragen van de geristoreerde belastingen en heffingen voor het begrotingsjaar 1988 voor het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest enerzijds, en voor de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap anderzijds, op respectievelijk 14 829 000 000 frank en 10 278 900 000 frank geraamd.

Overeenkomstig artikel 56, 3^o, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap wordt het ristornobedrag aan de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1988 op 65 200 000 frank geraamd.

§ 2. Voor de vorming van deze ristornobedragen worden de hiernavermelde belastingen en heffingen in de vermelde volgorde geheel of gedeeltelijk toegewezen, met dien verstande dat ieder ervan slechts in aanmerking komt nadat de opbrengst van de voorgaande volledig toegewezen is;

Gewesten:

1. Openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken;
2. Belasting op de automatische ontspanningstoestellen;
3. Belasting op de spelen en weddenschappen;
4. Onroerende voorheffing;
5. Registratierecht op de overdrachten van onroerende goederen.

Gemeenschappen:

1. Kijk- en luistergeld.

§ 3. De toegewezen ontvangsten worden gestort op een speciaal fonds opgericht op de afzonderlijke sectie van de begroting van het ministerie van Financiën.

§ 4. In afwachting van de definitieve toewijzing voorzien in artikel 11, §§ 3 en 4, van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, mogen voorschotten worden verleend aan de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en aan het Waalse Gewest bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

§ 5. De toewijzing van bijkomende ristorno's, die beantwoorden aan de middelen, die de Gewesten en de Gemeenschappen ontvangen voor de overdracht van de instellingen van openbaar nut en de instellingen voor toegepast wetenschappelijk onderzoek zal gelijktijdig gebeuren met de effectieve overdracht van voornoemde instellingen.

De bijkomende toewijzing van ristorno's aan de Gewesten en de Gemeenschappen zal worden gecompenseerd door de schraping van de overeenstemmende kredieten op de uitgavenbegrotingen.

Art. 3. § 1^{er}. Conformément à l'article 9 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, les montants globaux des impôts et perceptions ristournés, d'une part, à la Région flamande et à la Région wallonne et, d'autre part, à la Communauté flamande et à la Communauté française, sont

estimés respectivement à 14 829 000 000 de francs et à 10 278 900 000 de francs pour l'année budgétaire 1988.

Conformément à l'article 56, 3^o, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, le montant des ristournes à la Communauté germanophone pour l'année budgétaire 1988 est estimé à 65 200 000 francs.

§ 2. Les impôts et perceptions énoncés ci-après sont attribués en tout ou en partie pour la constitution des montants de ces ristournes, dans l'ordre mentionné, étant entendu qu'aucun ne peut être pris en considération qu'après attribution intégrale du produit du précédent;

Régions:

1. Taxe d'ouverture de débits de boissons fermentées;
2. Taxe sur les appareils de jeux automatiques de divertissement;
3. Taxe sur les jeux et les paris mutuels;
4. Précompte immobilier;
5. Droits d'enregistrement sur les transmissions de biens immeubles.

Communautés:

1. Redevance radio et télévision.

§ 3. Les recettes attribuées sont versées à un fonds spécial ouvert à la section particulière du budget du ministère des Finances.

§ 4. En attendant l'attribution définitive prévue à l'article 11, §§ 3 et 4, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, des acomptes peuvent être accordés à la Communauté flamande, à la Communauté française, à la Communauté germanophone et à la Région wallonne par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

§ 5. L'attribution de ristournes supplémentaires, correspondant aux moyens que reçoivent les Régions et les Communautés pour le transfert d'organismes d'intérêt public et d'institutions pour la recherche scientifique appliquée se réalisera simultanément avec le transfert effectif des institutions précitées.

L'attribution supplémentaire de ristournes aux Régions et aux Communautés sera compensée par l'annulation des crédits correspondants sur les budgets de dépenses.

— Aangenen.

Adopté.

Art. 4. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1988.

Art. 4. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1988.

— Aangenen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1988

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSSCHULDBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1988

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget de la dette publique pour 1988.

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de rijksschuldbegroting voor 1988.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir documents nos 367-1 et 2, session 1988, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs. 367-1 en 2, zitting 1988, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés:

Article 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses de la Dette publique afférentes à l'année budgétaire 1988 des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs):

	Crédits non dissociés
Dépenses courantes (titre I)	409 300,0
Dépenses de capital (titre II)	<u>278,2</u>
Total pour les titres I et II	409 578,2
Amortissements de la Dette publique (titre III)	<u>137 666,0</u>
Total pour les titres I, II et III	547 244,2

Ces crédits sont énumérés aux titres I, II et III du tableau annexé à la présente loi.

Artikel 1. Voor de uitgaven van de Rijksschuld voor het begrotingsjaar 1988 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen frank):

	Niet gesplitste kredieten
Lopende uitgaven (titel I)	409 300,0
Kapitaaluitgaven (titel II)	<u>278,2</u>
Totaal voor titels I en II	409 578,2
Aflossingen van de Rijksschuld (titel III)	<u>137 666,0</u>
Totaal voor titels I, II en III	547 244,2

Die kredieten worden opgesomd onder de titels I, II en III van de bij deze wet gevoegde tabel.

— Adopté.

Aangenen.

Dispositions relatives aux titres I, II et III

Art. 2. Les crédits destinés au service financier des emprunts amortissables suivant tableau d'amortissement, peuvent être utilisés pour compléter les dotations d'amortissement prévues à l'année budgétaire précédente, dans la mesure où ces dotations sont insuffisantes pour assurer les amortissements contractuels.

Bepalingen betreffende de titels I, II en III

Art. 2. De kredieten bestemd voor de financiële dienst van de leningen aflosbaar volgens delgingstabel mogen benut worden om de op het vorig begrotingsjaar uitgetrokken delgingsdo-

taties aan te vullen in de mate dat deze dotaties onvoldoende blijken om de contractuele aflossingen te verzekeren.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Les crédits inscrits aux articles 21.01 et 91.01 pour les charges d'intérêt et pour l'amortissement des emprunts visés par ces articles, peuvent être affectés pour compléter, selon le cas, les dotations d'amortissement contractuelles de ces emprunts ou le montant des fonds nécessaires à leur service d'intérêt.

Les crédits ainsi affectés peuvent être transférés de l'un à l'autre de ces articles, moyennant accord du ministre du Budget.

Art. 3. De op de artikelen 21.01 en 91.01 uitgetrokken kredieten voor de rentelasten en voor de aflossing van de in deze artikelen bedoelde leningen, mogen worden aangewend om, naargelang het geval, de contractuele aflossingsdotaties van deze leningen of het bedrag van de voor hun rentediens benodigde fondsen te vervolledigen.

De aldus aangewende kredieten mogen van het ene naar het andere artikel worden overgeschreven, op voorwaarde van akkoord van de minister van Begroting.

— Adopté.

Aangenomen.

Section particulière (titre IV)

Art. 4. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi sont évaluées à 155 237 000 000 de francs pour les recettes et à 155 239 000 000 de francs pour les dépenses.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 4. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in titel IV van de bij deze wet gevoegde tabel worden geraamd op 155 237 000 000 frank voor de ontvangsten en op 155 239 000 000 frank voor de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau joint à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Art. 5. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de bij deze wet gevoegde tabel, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat op elk dezer betrekking heeft.

De fondsen en rekeningen waarop door bemiddeling van de minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque le compte du fonds qui fait l'objet de l'article 60.01.B du titre IV du tableau se trouvera en position débitrice.

Art. 6. De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de rekening van het fonds, dat het voorwerp uitmaakt van artikel 60.01.B van titel IV van de tabel, debet staat.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Les opérations de régularisation d'une partie des intérêts de la Dette publique qui découlent de l'exécution du protocole d'accord conclu le 3 août 1986 entre l'Etat et les investisseurs institutionnels, conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 446 du 20 août 1986, seront comptabilisées sur le fonds dénommé: «Règlement des opérations de régularisation d'une partie des intérêts de certains emprunts émis par l'Etat et le Fonds des Routes», ouvert à l'article 66.03.00.B du titre IV — section particulière du présent budget.

Art. 7. De verrichtingen tot regularisatie van een gedeelte van de interesten van de Rijksschuld die voortvloeien uit de uitvoering van het protocol van overeenkomst afgesloten op 3 augustus 1986 tussen de Staat en de institutionele beleggers, overeenkomstig artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 446 van 20 augustus 1986, zullen geboekt worden op het fonds genaamd: «Regeling van de verrichtingen tot regularisatie van een gedeelte van de interesten van bepaalde leningen uitgegeven door de Staat en door het Wegenfonds», geopend op het artikel 66.03.00.B van titel IV — afzonderlijke sectie van deze begroting.

— Adopté.

Aangenomen.

Autres dispositions spéciales

Art. 8. Le ministre des Finances est autorisé à payer par avances, dans la limite des crédits budgétaires ou, le cas échéant, des recettes à affecter au service financier de certains emprunts, et à charge de régularisation ultérieure:

1. Les dépenses incombant au Trésor du chef des charges d'intérêt, escompte et frais de certificats de Trésorerie, bons du Trésor, crédits à taux d'intérêt variable et emprunts en monnaies étrangères;

2. Les dépenses résultant des emprunts dont les charges sont supportées par le Fonds de solidarité nationale ouvert à la section particulière du budget du ministère des Affaires économiques;

3. Les dépenses découlant de l'application de la garantie de change aux emprunts bénéficiant de cette clause.

Andere bijzondere bepalingen

Art. 8. Binnen de perken van de begrotingskredieten of, in voorkomend geval, door ontvangsten bestemd voor de financiële dienst van bepaalde leningen, en mits latere regularisatie, wordt de minister van Financiën ertoe gemachtigd door middel van voorschotten te betalen:

1. De uitgaven die ten laste vallen van de Schatkist uit hoofde van rentelasten, disconto en kosten betreffende Schatkistcertificaten, Schatkistbons, kredieten met variabele rentevoet en leningen in vreemde munt;

2. De uitgaven van leningen waarvan de lasten gedragen zijn door het Nationaal Solidariteitsfonds op de afzonderlijke sectie van de begroting van het ministerie van Economische Zaken;

3. De uitgaven die voortvloeien uit de toepassing van de wisselgarantie verleend aan leningen met dergelijke clausule.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les opérations relatives aux comptes 84.08.00.97.B et 84.09.01.04.B de la section « Opérations d'ordre de trésorerie » — Service financier des emprunts émis en faveur des pouvoirs locaux et subordonnés de la Région bruxelloise (lois des 5 juillet 1983 et 13 août 1984) — créent une position débitrice de ces comptes.

Art. 9. De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de verrichtingen met betrekking tot de rekeningen 84.08.00.97.B en 84.09.01.04.B van de sectie « Ordeverrichtingen van de thesaurie » — Financiële dienst voor leningen uitgegeven ten gunste van lokale en ondergeschikte besturen van het Brussels Gewest (wetten van 5 juli 1983 en 13 augustus 1984) een debet-stand van deze rekeningen creëren.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 10. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les opérations relatives au compte 83.01.29.95.B de la section I — comptes courants de tiers « Opérations destinées à la régularisation du différentiel d'intérêt de certains emprunts émis par l'Etat et le Fonds des Routes, désignés par le protocole d'accord entre l'Etat belge et les investisseurs institutionnels du 3 août 1986, arrêté royal n° 446 du 20 août 1986 » créent une position débitrice de ce compte.

Art. 10. De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de verrichtingen met betrekking tot de rekening 83.01.28.95.B van sectie I — lopende rekeningen van derden « Verrichtingen bestemd voor de regularisering van het interest-differentieel van sommige leningen uitgegeven door de Staat en het Wegenfonds en aangewezen door het protocol van overeenkomst tussen de Belgische Staat en de institutionele beleggers, gedagtekend 3 augustus 1986 — koninklijk besluit nr. 446 van 20 augustus 1986 » een debet-stand van deze rekening creëren.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 11. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque, à la suite de transactions sur titres de l'Etat belge ou du Fonds des Routes visés à l'article 89 de l'arrêté royal d'exécution du Code des Impôts sur les Revenus, la restitution du précompte mobilier, effectuée anticipativement par l'Etat au bénéfice des épargnants non résidents, crée une position débitrice des comptes 84.01.02.78.B « Arrérages de Rentes » ou 84.02.03.82.B « Service des Emprunts émis par le Fonds des Routes » de la section « Opérations d'ordre de trésorerie ».

Art. 11. De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer door transacties van titels van de Belgische Staat of van het Wegenfonds verwijzend naar artikel 89 van het koninklijk besluit in uitvoering van het Wetboek van de belasting op de inkomens, de teruggave van de roerende voorheffing, op voorhand gevorderd door de Staat ten voordele van de niet-residentiële spaarders, een debet-stand creëert van de rekening 84.01.02.78.B « Rentetermijnen » of 84.02.03.82.B « Dienst van de leningen uitgegeven door het Wegenfonds » van de sectie « Ordeverrichtingen van de thesaurie ».

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Je vous propose d'interrompre ici nos travaux.

Ik stel voor onze werkzaamheden te onderbreken. (*Instemming.*)

De Senaat vergadert opnieuw morgen, donderdag 14 juli 1988 te 10 uur.

Le Sénat se réunira demain, jeudi 14 juillet 1988, à 10 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten te 20 h 40 m.*)

(*La séance est levée à 20 h 40 m.*)